



LE SUFFRAGE UNIVERSEL ET LA PROSOPOPÉE DES LOIS

20 Mars 2017

Il est à la mode, du moins chez nos candidats ayant maille à partir avec l'institution judiciaire, d'opposer à la justice le suffrage universel. C'est ainsi que M. Fillon a justifié en ces termes le maintien de sa candidature : « *Je m'en remets donc désormais au seul jugement du suffrage universel* » (Figaro du 16 février 2017) – déclaration réitérée plusieurs fois depuis en des termes similaires. Mme Le Pen, quant à elle, refuse de se rendre à toute convocation avant l'élection présidentielle. Ces diverses déclarations aboutissent à mettre en opposition le verdict des urnes et le travail des juges, voire une éventuelle condamnation, en accordant au suffrage populaire une double priorité, temporelle et morale : l'adhésion du peuple passe avant la rigueur judiciaire et, d'une certaine manière, en constituerait presque l'antidote.

Dans la démocratie athénienne de l'Antiquité, cette opposition n'aurait eu aucun sens, pour deux raisons simples : d'une part les dirigeants politiques n'étaient pas élus, mais chaque citoyen était censé exercer sa part de pouvoir par un savant système fondé sur le tirage au sort – et c'est donc au coup par coup, au fur et à mesure des votes des assemblées, que les dirigeants politiques pouvaient éprouver leur influence. D'autre part, les juges eux-mêmes étaient tirés au sort – comme nos jurés d'assise. Le tribunal de l'Héliée, qui gérât la plupart des affaires, comprenait ainsi 6000 membres, mais généralement siégeait avec 500 personnes : c'est ce nombre de citoyens qui, en 399 av. J.-C., condamna à mort Socrate. Celui-ci n'aurait pu en appeler au peuple, puisque c'est, à travers l'Héliée, le peuple qui le condamna. Socrate savait que ce verdict était injuste (rappelons que les deux chefs d'accusation concernaient le rejet des dieux de la cité et la corruption de la jeunesse), et méprisait le parti alors au pouvoir. Pendant le procès il ne fait pas preuve d'humilité, mais au contraire provoque ses juges en proposant qu'on le nourrisse à vie au Prytanée, comme les vainqueurs olympiques. Il est condamné à mort. Le philosophe disposait dans la cité de riches amis, prêts à lui rendre d'éminents services. Un des plus actifs est Criton : juste avant l'exécution, il vient trouver Socrate dans sa prison. Il a déjà organisé son évasion et propose au condamné de s'enfuir. Le refus de Socrate prend la forme d'un texte célèbre où il donne la parole aux lois : il n'est peut-être pas inutile, en ces temps où certains s'emploient à jeter le doute sur l'institution judiciaire, d'en rappeler quelques extraits :

Est-ce là, Socrate, ce qui était convenu entre nous et toi ? Ne devrais-tu pas t'en tenir aux jugements rendus par la cité ? (...) Voyons, qu'as-tu à reprocher à nous et à l'État pour entreprendre de nous détruire ?

Les lois continuent leur discours en rappelant que chaque citoyen leur doit la vie, et que

tout homme qui se réclame de la patrie et prétend l'aimer ne saurait s'en prendre à elles :

Qu'est-ce donc que ta sagesse, si tu ne sais pas que la patrie est plus précieuse, plus respectable, plus sacrée qu'une mère, qu'un père et que tous les ancêtres, et qu'elle tient un plus haut rang chez les dieux et chez les hommes sensés ; qu'il faut avoir pour elle, quand elle est en colère, plus de vénération, plus de soumission et d'égards que pour un père, et, dans ce cas, ou la ramener par la persuasion ou faire ce qu'elle ordonne et souffrir en silence ce qu'elle vous ordonne de souffrir, se laisser frapper ou enchaîner ou conduire à la guerre pour y être blessé ou tué ; qu'il faut faire tout cela parce que la justice le veut ainsi ; qu'on ne doit ni céder, ni reculer, ni abandonner son poste, mais qu'à la guerre, au tribunal et partout il faut faire ce qu'ordonne l'État et la patrie, sinon la faire changer d'idée par des moyens qu'autorise la loi ?[\[1\]](#)

Nul ne demande à nos candidats de mourir, comme le fit Socrate, pour ne pas affaiblir les institutions ; mais on aimerait parfois que ceux qui briguent devant le peuple l'honneur de les garantir, méditant la parole socratique, fassent preuve du même respect de la cité – et que leur point commun avec le philosophe d'Athènes ne se borne pas à posséder de riches amis qui les incitent à contourner la loi...

J-P P.

[\[1\]](#) Platon, *Criton*, 50b et 51c, traduction E. Chambry

Tags :

[Grand écart](#)

[séparation des pouvoirs](#)

[Le Pen](#)

[Fillon](#)

[peuple](#)

[juge](#)

[justice](#)
